



**MINISTÈRES  
TRANSITION ÉCOLOGIQUE  
AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE  
TRANSPORTS  
VILLE ET LOGEMENT**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Commissariat général au Développement durable

*Service des Données et Études Statistiques*

*Sous-direction des statistiques des transports*

*Bureau des statistiques de la route, des véhicules et de la  
logistique*

## ***CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES***

### ***Routage de l'enquête sur l'utilisation des véhicules routiers de marchandises (TRM)***

25/CGDD/SDES/TRM26

Le présent document comporte [20] pages numérotées de 1 à 20.

## SOMMAIRE

### Table des matières

<b>I) CONTEXTE DU MARCHE .....</b>	<b>3</b>
<b>II) OBJET DU MARCHE .....</b>	<b>3</b>
<b>III) CONTENU DE LA PRESTATION - LIVRABLES .....</b>	<b>3</b>
<b>IV) CONDITIONS D'EXECUTION.....</b>	<b>4</b>
IV-I PLANNING PREVISIONNEL DES OPERATIONS .....	4
IV-II CLAUSES SOCIALE ET ENVIRONNEMENTALE .....	5
IV-II. I CLAUSE SOCIALE .....	5
IV-II. II CLAUSE ENVIRONNEMENTALE.....	5
IV-III LIEU DE DEROULEMENT DE LA PRESTATION .....	6
IV-IV RESTITUTION DE LA PRESTATION .....	6
IV-V LIEU DE LIVRAISON DES LIVRABLES .....	6
IV-VI CONTENU DES PRIX UNITAIRES.....	6
IV-VII CONFIDENTIALITE .....	7
IV-VIII SECURITE ET PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL.....	8
<b>V) LISTE DES ANNEXES (MODELES QUI SERONT A ACTUALISER).....</b>	<b>12</b>

## I) Contexte du marché

L'objectif de l'enquête est de mesurer l'activité du transport routier de marchandises du pavillon français, pour le propre compte des entreprises ou pour le compte d'autrui, sur le territoire national et à l'étranger. La collecte de cette enquête statistique à caractère obligatoire (appelée enquête TRM dans la suite du document) se fait quasi-exclusivement par voie électronique. L'utilisateur du poids lourd est interrogé sur l'activité de son véhicule avec ses remorques ou semi-remorques éventuelles pendant une semaine déterminée. L'échantillon est réparti sur toutes les semaines de l'année et la collecte est donc étalée sur toute l'année pour tenir compte des phénomènes saisonniers. Cette enquête s'inscrit dans le cadre du règlement européen 70/2012.

La collecte de l'enquête TRM est dématérialisée à plus de 95 %. Un courrier (lettre avis) est envoyé aux enquêtés afin de les informer sur l'obligation de répondre à cette enquête. Ce courrier contient les modalités pour que l'enquêté se connecte à la plateforme de collecte en ligne. Des lettres de relance (rappel, mise en demeure) sont envoyées si l'enquêté n'a pas répondu dans les délais indiqués.

Un questionnaire papier existe ; celui-ci peut être envoyé à la demande aux entreprises ou téléchargé sur le site du SDES. Mais il n'est plus envoyé avec les lettres avis ou de relance. Cette prestation inclue toutefois l'édition du questionnaire au format pdf afin que l'Administration puisse imprimer et envoyer un questionnaire papier à la demande.

## II) Objet du marché

Le présent marché a pour objet

- l'impression de lettres d'avis d'enquête, de rappel, de mise en demeure de répondre ;
- le routage des courriers aux entreprises enquêtées dans l'enquête TRM dont le Service des Données et Études statistiques (SDES) au sein du Commissariat général au développement durable (CGDD) des Ministères Transition écologique, Aménagement du territoire, Transports, Ville et Logement (MTEATTVL), appelé ci-après l'« Administration », est le maître d'ouvrage.
- le maquettage du questionnaire de l'enquête (revu tous les ans) ainsi que la mise à jour des modèles de courrier pour l'impression des lettres personnalisées.

## III) Contenu de la prestation - Livrables

L'Administration fournira au prestataire en fin d'année n-1 ou à toute autre période s'il est nécessaire d'y apporter des modifications :

- le projet de questionnaire ;
- les modèles de lettres d'envoi, de rappel et de mise en demeure.

L'Administration fournira en début de chaque semaine à un jour arrêté avec le prestataire, qui pourra être modifié si les circonstances l'exigent (jour férié, situation exceptionnelle) le fichier informatique dans un envoi sécurisé contenant la liste des numéros de questionnaires avec la semaine d'enquête ainsi que les noms et adresses des destinataires des questionnaires, les caractéristiques des véhicules enquêtés et les codes d'accès à l'application de collecte en ligne. Les informations transmises seront distinguées selon qu'il s'agit d'un premier envoi (lettre avis), une lettre de rappel ou une lettre de mise en demeure.

Les prestations du présent marché se décomposent de la manière suivante :

- En fin d'année ou à la demande, le questionnaire sera modifié à partir du pdf existant et des indications données par l'Administration afin de générer un nouveau modèle au format pdf. Le questionnaire pourra être recomposé par le prestataire si les modifications sont importantes. Les modèles de courrier pourront également être mis à jour.

En fin d'année ou à la demande, l'Administration fournit au prestataire le modèle des lettres à utiliser ainsi que des fichiers de données pour tester l'impression des courriers personnalisés. Le Titulaire fait valider par l'Administration la mise au point de sa chaîne d'impression à partir d'un Bon à Tirer (BAT) comportant les courriers imprimés pour quelques exemplaires du jeu de données de test.

- Les lettres d'avis, de rappel et de mise en demeure seront imprimées en couleur par le Titulaire à partir des modèles des courriers fournis par l'Administration et personnalisées avec les données relatives au nom, adresse et SIREN du destinataire ainsi que celles relatives au véhicule enquêté (immatriculation du véhicule, période enquêtée, ...). Les dates des courriers déjà envoyés à l'entreprise pour le véhicule seront imprimées à partir des routages précédents. Pour cela, les informations relatives aux précédents envois auront été conservés par le Titulaire.
- Le Titulaire vérifiera la pertinence des adresses. Il ajoutera sur les lettres dans le pavé adresse (en haut à droite) visible par la fenêtre de l'enveloppe, un code barre (EAN128) qui sera utilisé par les services postaux en cas de non distribution, conformément au contrat alliage souscrit par l'Administration.
- Avant impression, le Titulaire fait valider par l'Administration les courriers à imprimer sous la forme d'un Bon à Tirer (BAT) à partir de quelques exemplaires de chaque modèle de courrier à imprimer. Il transmet également à l'Administration les quantités de courriers à imprimer pour chaque modèle.
- Après validation du BAT par l'Administration, le Titulaire a la charge de la mise sous pli et de l'envoi des lettres d'avis, des lettres de rappel ou de mise en demeure, à partir du fichier envoyé hebdomadairement par l'Administration. Il fournit le papier (format A4, 80g/m<sup>2</sup>) et les enveloppes à fenêtre. Les enveloppes doivent pouvoir contenir une feuille A4 et faire apparaître l'adresse dans la fenêtre (par exemple, le format 162 \* 229 correspond au besoin). De plus le logo du ministère en couleur doit être imprimé sur l'enveloppe en haut à gauche.
- Il affranchit les différents courriers au meilleur tarif en vigueur et effectue le dépôt postal de l'ensemble des envois. Celui-ci interviendra le jour suivant la réception du fichier fourni par l'Administration.

Une réunion de lancement sera organisée en visio conférence avec le prestataire retenu après la notification du marché afin d'organiser la transmission des fichiers nécessaires aux opérations d'impression et définir précisément le calendrier des opérations.

#### **Volume prévisionnel**

Envois	Semaine	Volume par semaine
Envoi de la lettre avis	2 semaines avant la semaine d'enquête	1 500
Envoi du rappel	4 semaines après la semaine d'enquête	900
Envoi de la mise en demeure	4 semaines après l'envoi du rappel	600

## **IV) Conditions d'exécution**

### **IV-I Planning prévisionnel des opérations**

#### **Mise à jour du questionnaire**

Opération	Calendrier
Envoi par l'Administration des évolutions à apporter pour constituer le nouveau formulaire de l'enquête	Jour J
Envoi du nouveau questionnaire au format pdf à l'Administration	Jour J+7

### **Mise à jour des modèles de courrier**

Opération	Calendrier
Envoi par l'Administration des nouveaux modèles de courrier à utiliser pour les envois et d'un jeu de données pour validation de la chaîne d'impression	Jour J
Envoi des courriers personnalisés avec les nouveaux modèles de courrier pour validation à l'Administration	Jour J+7

### **Routage hebdomadaire**

Opération	Calendrier
Envoi par l'Administration du fichier hebdomadaire contenant les coordonnées des entreprises et les informations à imprimer sur les courriers par modèle de lettre	Jour J
Envoi du Bon à Tirer à l'Administration pour valider l'impression des courriers	J ou J+1
Impression, mise sous pli et dépôt à La Poste	Date validation du BAT + 1 Jour

## **IV-II Clauses sociale et environnementale**

### **IV-II. I Clause sociale**

Le Titulaire est tenu de présenter les dispositifs d'amélioration des relations et conditions de travail notamment de bien-être au travail et mesures prises en faveur de l'égalité Femme/Homme et l'ensemble des dispositions (exemple : Labels RSE, ou équivalents, reconnus par l'Etat...) mises en œuvre dans le cadre de l'exécution du marché.

### **IV-II. II Clause environnementale**

Dans le cadre de l'application de l'article 35 de la loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets, le Titulaire devra, pour l'ensemble des prestations, intégrer un impact minimal sur l'environnement, sans nuire à la qualité de la prestation (impression avec de l'encre labellisée verte, papier recyclé, gestion des ressources, déchets, risques, transition énergétique et écologique, consommations énergétique raisonnées des serveurs etc.).

Le papier utilisé devra être du papier certifié FSC (Forest Stewardship Council) recyclé et certifié Ecolabel européen. L'Ecopli pour les envois courrier papier est à privilégier.

Le prestataire s'engage à proposer une offre présentant des mesures d'écoconception des outils et développements (exemples : moteur de recherche et outils, localisation de produits), et d'accessibilité numérique. Il devra fournir son bilan carbone, et dans la mesure du possible, son plan de déplacement, sa certification ISO 14001 ou toute autre certification reconnue par l'Etat en faveur de l'environnement. Il présentera son engagement sur la dématérialisation des documents plutôt que leur diffusion papier, imprimera sur papier recyclé. Il fournira une preuve de contribution à la réduction des gaz à effet de serre.

#### **IV-III Lieu de déroulement de la prestation**

L'Administration transmettra par messagerie au prestataire les évolutions à apporter pour produire le nouveau questionnaire au format pdf, les nouveaux modèles de courriers et chaque semaine les fichiers contenant les coordonnées des entreprises et les informations à imprimer sur les courriers par modèle de lettre.

La prestation de mise à jour des chaînes de traitement (mise à jour du questionnaire, mise à jour des modèles de courrier), l'impression, la mise sous pli des courriers aura lieu dans les locaux du prestataire. Le dépôt postal des courriers sera effectué par le prestataire.

#### **IV-IV Restitution de la prestation**

A l'occasion des opérations de changement de questionnaire ou des modèles des courriers, le prestataire transmettra à l'Administration le nouveau questionnaire au format pdf (mise à jour du questionnaire) et les courriers personnalisés établis avec les nouveaux modèles des courriers et un jeu de données de test pour validation.

Chaque semaine, le prestataire transmettra à l'Administration les BAT des documents et les quantités de courrier envoyés chaque semaine avant l'impression des courriers.

#### **IV-V Lieu de livraison des livrables**

Les BAT des documents et les quantités de courrier envoyés seront transmis à l'Administration par messagerie. L'adresse de messagerie sera communiquée au prestataire retenu lors de la réunion de lancement

Le dépôt postal des courriers sera réalisé par le prestataire sur le site de son choix.

#### **IV-VI Contenu des prix unitaires**

Les numéros des unités d'oeuvre (n°1 à n°6) mentionnés ci-dessous correspondent à la numérotation des prix unitaires à faire figurer à l'annexe financière (bordereau des prix unitaires) de l'acte d'engagement.

##### **1 - coût unitaire de l'impression d'une lettre personnalisée (avis, rappel, mise en demeure)**

Ce prix unitaire correspond au coût d'impression d'une lettre personnalisée (avis, rappel, mise en demeure) en couleur (format A4, papier 80g/m<sup>2</sup>) à partir des modèles des courriers fournis et personnalisés avec les données relatives au nom, adresse et SIREN du destinataire ainsi que celles relatives au véhicule enquêté (immatriculation du véhicule, période enquêtée, ...). Les dates des courriers déjà envoyés à l'entreprise pour le véhicule seront indiquées pour les courriers de rappel et de mise en demeure à partir des informations issues des routages précédents pour le véhicule. Le titulaire imprimera sur les lettres dans le pavé adresse (en haut à droite) visible par la fenêtre de l'enveloppe, un code barre (EAN128) qui sera utilisé par les services postaux en cas de non distribution, conformément au contrat alliage souscrit par l'Administration.

##### **2 - coût unitaire de l'enveloppe porteuse**

Ce prix unitaire correspond à la fourniture d'une enveloppe à fenêtre avec le logo du ministère en couleur imprimé en haut à gauche de l'enveloppe, pouvant contenir une feuille A4 et faire apparaître l'adresse dans la fenêtre (par exemple, le format 162 \* 229 correspond au besoin).

##### **3 - coût unitaire du routage (mise sous pli et envoi)**

Ce prix unitaire correspond au coût de mise sous pli du courrier dans l'enveloppe et à son acheminement jusqu'au bureau de poste.

##### **4 - cout affranchissement lettre classique (avis, rappel, mise en demeure)**

Le coût d'affranchissement doit correspondre au meilleur tarif en vigueur.

#### **5 - coût unitaire du maquetage du questionnaire**

Ce prix unitaire correspond au maquetage du questionnaire d'une nouvelle année d'enquête afin d'apporter les évolutions souhaitées (année, numéro de visa, ...). Le livrable attendu est un document au format pdf.

#### **6 - coût unitaire de mise au point de la chaîne d'impression d'un modèle de lettre personnalisé**

Ce prix unitaire correspond aux opérations nécessaires pour préparer la chaîne d'impression d'un courrier personnalisé à partir d'un modèle de lettre et d'un fichier de données. Cette prestation comprend une réunion pour détailler les spécifications de la prestation (modèle de courrier, fichier de données, calendrier de mise en production), la mise au point de la chaîne d'impression par le prestataire ainsi que la production de bon à tirer à partir d'un jeu de données de test.

La modification des tarifs postaux sera supportée par l'Administration. Le titulaire fournira, autant que de besoin, les justificatifs portant sur ces modifications tarifaires.

Les montants des factures sont calculés en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur à la date d'exigibilité de la T.V.A.

Le Titulaire prévient immédiatement le conducteur de la prestation de tout changement de taux de la T.V.A. qui lui est applicable.

### **IV-VII Confidentialité**

L'enquête TRM est une enquête statistique, menée dans le cadre de la loi n° 51-711 du 7 juin 1951 sur l'obligation, la coordination et le secret en matière de statistiques. Le Titulaire devra respecter cette loi, ainsi que le Règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des données personnelles (RGPD) et la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée (Informatique et Libertés), concernant l'ensemble des données collectées, transmises ou traitées dans le cadre du présent marché.

Le Titulaire s'engage expressément à ne pas divulguer les informations qui lui sont transmises par l'Administration oralement, par écrit ou sur support informatique à d'autres personnes que celles désignées par l'Administration pour l'exécution de la prestation. Il s'engage à ne confier l'exécution de la prestation qu'à des personnels habilités et à imposer à tout sous-traitant les mêmes obligations de confidentialité.

Le Titulaire s'engage notamment à respecter les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel :

- ne prendre aucune copie des documents et supports d'information fournis et utilisés à l'exception de celles nécessaires à l'exécution de la prestation ;
- ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles définies dans la prestation ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution de la prestation.
- informer immédiatement l'Administration de toute violation, perte, ou divulgation non autorisée de données ;
- assurer la restitution ou la destruction de l'ensemble des documents et données à l'issue du marché, sur instruction de l'Administration, ou en cas de cessation anticipée de la prestation ;
- garantir la confidentialité à l'issue du marché, sans limitation de durée,

#### IV-VIII Sécurité et protection des données à caractère personnel

Pour l'exécution du marché public, Le Titulaire et le cas échéant ses sous-traitants est tenu au respect de la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, notamment :

- le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données - RGPD).
- la loi n°78-17 du 16 janvier 1978 modifiée, relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;

A ce titre, toute transmission de données à des tiers, y compris au bénéfice d'entités établies hors de l'Union européenne, qui ne serait pas strictement conforme à la réglementation en vigueur est formellement prohibée.

Le Titulaire devra respecter ces deux lois et le règlement européen, concernant les données et leur traitement, et notamment les articles 34 à 36 de la loi n°78-17 susvisée relatives à la sécurité et à la confidentialité des données, ainsi que les articles 28 et 29 du RGPD susvisé.

En cas d'évolution de la réglementation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution du marché, les modifications nécessaires pour se conformer aux règles nouvelles, donneront lieu à la signature d'un acte modificatif par les parties au marché ou, en l'absence d'accord entre les parties, à une modification unilatérale par l'acheteur.

Le Titulaire s'engage à :

- a. Traiter les données **uniquement pour la seule finalité** qui fait l'objet de la sous-traitance. A cet égard, il sera précisé que toute utilisation des données à des fins commerciales est formellement proscrite.
- b. Traiter les données **conformément aux instructions documentées** de l'Administration. Si le Titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des États membres relative à la protection des données, il en **informe immédiatement** l'Administration. Le Titulaire s'engage à ne procéder à aucun transfert de données à caractère personnel vers un pays tiers (hors de l'Union européenne) ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'État membre auquel il est soumis.
- c. **Garantir la confidentialité** des données à caractère personnel traitées dans le cadre du contrat signé entre l'Administration et le Titulaire.
- d. Veiller à ce que les **personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel** en vertu du contrat signé entre l'Administration et le Titulaire :
  - S'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité
  - Reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel
- e. Prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de **protection des données dès la conception** et de **protection des données par défaut**.
- f. **Sous-traitance**

En cours d'exécution du marché, le Titulaire peut faire appel à un autre sous-traitant (ci-après, « le sous-traitant ultérieur ») pour mener des activités de traitement spécifiques. Dans ce cas, il informe préalablement et par écrit l'Administration de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates du contrat de sous-traitance. L'Administration dispose d'un délai minimum de dix jours ouvrés à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses objections. Cette sous-traitance ne peut être effectuée que si l'Administration n'a pas émis d'objection pendant le délai convenu.



Tout sous-traitant est soumis aux mêmes règles de confidentialité que le titulaire du marché. Le Titulaire informe préalablement l'Administration de toute modification de sous-traitance(s) en cours d'exécution du marché.

Tout sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations du contrat signé entre l'Administration et le Titulaire pour le compte et selon les instructions de l'Administration. Il appartient au Titulaire de s'assurer que le sous-traitant ultérieur présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du règlement européen sur la protection des données. Si le sous-traitant ultérieur ne remplit pas ses obligations en matière de protection des données, le Titulaire demeure pleinement responsable devant l'Administration de l'exécution par l'autre sous-traitant de ses obligations.

**g. Droit d'information des personnes concernées**

Le Titulaire, au moment de la collecte des données, doit fournir aux personnes concernées par les opérations de traitement l'information relative aux traitements de données qu'il réalise. La formulation et le format de l'information doit être convenue avec l'Administration avant la collecte de données.

**h. Exercice des droits des personnes**

Dans la mesure du possible, le Titulaire doit aider l'Administration à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Lorsque les personnes concernées exercent auprès du Titulaire des demandes d'exercice de leurs droits, le Titulaire doit adresser ces demandes dès réception au CGDD par courrier électronique à la boîte fonctionnelle : [rgpd.bacs.sdes.cgdd@developpement-durable.gouv.fr](mailto:rgpd.bacs.sdes.cgdd@developpement-durable.gouv.fr)

**i. Notification des violations de données à caractère personnel**

Le Titulaire informe dès qu'il en a connaissance l'Administration par e-mail et/ou par téléphone de toute violation de données à caractère personnel. Le Titulaire signale immédiatement la violation des données à caractère personnel (perte de disponibilité, d'intégrité ou de confidentialité) à son service informatique de proximité afin qu'il prenne les mesures de sécurité informatique qui s'imposent pour la bonne sauvegarde des données.

Le Titulaire s'engage ensuite à notifier la violation le plus rapidement possible au délégué à la protection des données (DPD) de la structure : [dpd.daj.sg@developpement-durable.gouv.fr](mailto:dpd.daj.sg@developpement-durable.gouv.fr)

Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à l'Administration, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente (en l'occurrence, à la Commission nationale de l'informatique et des libertés, CNIL) si possible 72 heures au plus tard après en avoir pris connaissance.

La notification contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises ou que le Titulaire propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives. Le délégué à la protection des données au sein du pôle ministériel (SG/DAJ – bureau AJAG 1 – adresse *supra*) en lien avec les services du pilotage et de la sécurité des systèmes d'information (SPSSI) qualifie si l'incident constitue un risque au regard de la vie privée des personnes concernées.
- Si tel n'est pas le cas, un rapport de fin d'incident est remis à la signature du DPD ;

- Si le risque élevé est avéré, après avis du DPD, le responsable de traitement adresse la notification à la CNIL.

Dans l'hypothèse d'un risque élevé, l'incident devra être notifié aux personnes physiques concernées dans les meilleurs délais.

Le Titulaire notifie à l'autorité de contrôle compétente, après avis du DPD, au nom et pour le compte de l'acheteur, les violations de données à caractère personnel dans les meilleurs délais et si possible, 72 heures au plus tard, à moins que la violation en question ne soit pas susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés des personnes physiques.

Lorsque la notification à l'autorité de contrôle n'a pas lieu dans les 72 heures elle est accompagnée des motifs du retard.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

j. Aide du Titulaire dans le cadre du respect par l'Administration de ses obligations

Le Titulaire aide l'Administration pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données si celle-ci s'avère nécessaire.

Le Titulaire aide l'Administration pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle si cela s'avère nécessaire.

k. **Mesures de sécurité**

Le Titulaire s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

- Contrôle de l'accès physique : Un contrôle destiné à interdire l'accès aux données aux personnes non-autorisées sera assuré.
- Contrôle de l'intégrité : Des mesures seront prises afin de préserver l'intégrité des données et à alerter en cas de modification non désirée ou de disparition de données.
- Sauvegarde : La disponibilité des données sera assurée tout en protégeant leur confidentialité.
- Traçabilité : Des mesures seront prises afin de permettre de détecter des incidents concernant les données de façon précoce et de disposer des éléments exploitables pour les étudier ou pour fournir des preuves dans le cadre d'une collecte de données.
- Hébergement des données : Les serveurs doivent se trouver en France ou dans un pays de l'Union-Européenne. L'accès sécurisé aux serveurs doit être assuré.
- Sécurisation de l'exploitation des matériels : Des mesures seront prises pour diminuer la possibilité que les caractéristiques des matériels (serveurs, postes fixes, ordinateurs portables, périphériques, relais de communication, supports amovibles...) soient exploitées pour porter atteinte aux données à caractère personnel.
- Lutte contre les logiciels malveillants : Les accès vers des réseaux publics (internet) ou non maîtrisés (partenaires), ainsi que les accès aux postes de travail et les serveurs seront protégés.
- Mots de passe : Les mots de passe, conformément aux préconisations de l'autorité de contrôle, devront comporter un nombre suffisant de caractères et être suffisamment complexes.

l. **Mesures organisationnelles**

- Organisation/Modes de gouvernance : Le Titulaire détaillera l'organisation générale, la composition et le positionnement de ses équipes dédiées à la prestation dont fait l'objet le présent marché. L'Administration se tiendra à la disposition du Titulaire pour l'accompagner dans son travail et préciser des demandes, répondre à des questions, chercher ensemble une solution à un

problème éventuel. Il est attendu du Titulaire de la transparence dans l'avancement des chantiers, de la réactivité dans les échanges de mails, et une force de proposition pour trouver des solutions techniques.

- Gestion des risques : la maîtrise des risques que les traitements de l'organisme du Titulaire font peser sur les libertés et la vie privée devra être assurée.
- Gestion des personnels et des profils : Réduction des risques liés à des personnes extérieures (sous-traitants, stagiaires, collaborateurs etc.) ayant accès aux données.
- Gestion des incidents de sécurité et de violations des données : Organisation opérationnelle permettant de détecter et de traiter les événements susceptibles d'entraîner, accidentellement ou de manière illicite, la destruction, la perte, l'altération, la divulgation ou l'accès non autorisés de données transmises, stockées ou traitées. Suivi de ces incidents (tableaux de bord, audit).

**m. Mesures sur les données du traitement**

- Chiffrement : des mesures seront prises de manière à rendre les données à caractère personnel incompréhensibles à toute personne non autorisée à y avoir accès.
- Cloisonnement : Des mesures seront prises destinées à réduire la possibilité d'effectuer un croisement de données qui pourrait provoquer une violation de l'ensemble des données à caractère personnel.
- Contrôle des accès logiques : Un contrôle des accès visant à limiter les risques que des personnes non-autorisées accèdent aux données à caractère personnel par voie électronique.
- Journalisation : Un historique des connexions sera conservé sur le journal des connexions.
- Archivage : modalités de conservation et de gestion des archives électroniques contenant des données.
- Sécurisation des documents papier : mesures destinées à diminuer la possibilité que les caractéristiques des documents papier ne soient exploitées pour porter atteinte aux données.

**n. Sort des données**

Au terme de la prestation de services relatifs au traitement de ces données, le Titulaire s'engage :

- À renvoyer toutes les données à caractère personnel à l'Administration
- Puis à détruire toutes les données à caractère personnel

Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du Titulaire. Une fois détruites, le Titulaire doit justifier par écrit de la destruction.

**o. Délégué à la protection des données**

Le Titulaire communique à l'Administration le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

**p. Registre des catégories d'activités de traitement**

Le Titulaire déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte de l'Administration comprenant :

- Le nom et les coordonnées de l'Administration pour le compte de laquelle il agit, des éventuels sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données ;
- Les catégories de traitements effectués pour le compte de l'Administration ;
- Le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du règlement européen sur la protection des données, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées ;

- Dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins :
  - Le chiffrement des données à caractère personnel ;
  - Des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
  - Des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
  - Une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

## **Documentation**

Le Titulaire met à la disposition de l'Administration la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par l'Administration ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

## **V) Liste des annexes (modèles qui seront à actualiser)**

Annexe I : lettre avis

Annexe II : lettre de rappel

Annexe III : lettre de mise en demeure

Annexe IV : questionnaire

Annexe V : fichier envoyé par l'Administration pour l'impression des lettres



**MINISTÈRE  
DE LA TRANSITION  
ÉCOLOGIQUE  
ET DE LA COHÉSION  
DES TERRITOIRES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Commissariat général au  
développement durable**

La Défense, le jj/mm/aaaa

*Service des données et études statistiques  
Sous-direction des statistiques des transports*

**Nos réf. :** CGDD/SDS/SDST/BSRVL/numéro\_lettreavisTRM

**Équipe en charge de l'enquête**

[trm@developpement-durable.gouv.fr](mailto:trm@developpement-durable.gouv.fr)

Tél. : 01 40 81 17 10

**Objet : ENQUÊTE PERMANENTE SUR L'UTILISATION DES VÉHICULES ROUTIERS DE MARCHANDISES (TRM)**

Visa n°

Service enquêteur : Bureau des statistiques de la route, des véhicules et de la logistique, Service des données et études statistiques.

QUESTIONNAIRE : N°

n° SIREN :

Période :

n° d'immatriculation :

Madame la Directrice, Monsieur le Directeur,

Le Service des données et études statistiques (SDS) du MTECT réalise une enquête permanente sur l'utilisation des véhicules routiers de marchandises (TRM).

Cette enquête est une source importante d'information pour de nombreux acteurs économiques. Elle permet de connaître le volume d'activité du transport routier de marchandises des véhicules immatriculés en France et de comparer la France aux autres pays européens dans lesquels une enquête analogue a lieu parallèlement.

Les véhicules soumis à l'enquête sont sélectionnés de manière aléatoire dans le répertoire statistique des véhicules routiers. Il vous est demandé de répondre pour une semaine déterminée, pour le véhicule précis dont les coordonnées figurent dans le cadre ci-dessus.

Cette enquête, à **caractère obligatoire**, est reconnue d'intérêt général et de qualité statistique par le Conseil national de l'information statistique (Cnis). Conformément à la loi n° 51-711 du 7 juin 1951 modifiée, les données recueillies sont couvertes par le secret statistique et ne sauraient en aucun cas être utilisées à des fins de contrôle fiscal ou de répression économique.

Aussi, je vous invite à répondre à cette enquête en vous connectant sur le site sécurisé à l'adresse :

<https://trm.statistiques.developpement-durable.gouv.fr>

Cette adresse est à inscrire dans la barre de navigation de votre navigateur. Vous aurez besoin du numéro de questionnaire et de l'immatriculation indiqués dans le cadre ci-dessus.

[ecologie.gouv.fr](http://ecologie.gouv.fr)

Tour Séquoia  
92005 La Défense cedex – Tél. : 33(0)1 40 81 21 22

1 / 2

Je vous serais obligé de bien vouloir transmettre votre questionnaire une fois rempli dans les **huit jours suivant la fin de la semaine enquêtée indiquée dans le cadre ci-dessus**, même si le véhicule concerné n'est plus en votre possession, est hors d'usage ou n'a pas roulé.

L'équipe en charge de l'enquête, dont les coordonnées figurent dans l'en-tête de cette lettre, se tient à votre disposition pour vous aider à compléter le questionnaire, pour vous envoyer un questionnaire papier s'il vous est matériellement impossible de répondre sur le site sécurisé, ou pour toute information complémentaire.

Des renseignements relatifs à l'enquête sont disponibles sur le site Internet <https://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/enquete-sur-lutilisation-des-vehicules-de-transport-routier-de-marchandises-trm>

Les résultats de cette enquête seront également disponibles sur ce site à l'adresse suivante : <https://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/transport-routier-de-marchandises>

Afin de permettre la prise en compte de la diversité des caractéristiques des entreprises et assurer ainsi la qualité statistique des résultats, il est très important que vous répondiez à cette enquête.

En vous remerciant par avance de votre collaboration, je vous prie de bien vouloir agréer, Madame la Directrice, Monsieur le Directeur, l'assurance de ma considération distinguée.

Le sous-directeur des statistiques des transports

Laurent LEQUIEN

Vu l'avis favorable du Conseil national de l'information statistique, cette enquête est reconnue d'intérêt général et de qualité statistique, en application de la loi n° 51-711 du 7 juin 1951 sur l'obligation, la coordination et le secret en matière de statistiques. Elle a obtenu le visa n° xxxxxx du Ministre chargé de l'Économie et des Finances, valable pour l'année xxxx.

Cette enquête est **obligatoire**. En cas de défaut de réponse après mise en demeure dans le délai imparti ou de réponse sciemment inexacte, les personnes physiques ou morales peuvent être l'objet d'une amende administrative prononcée par le ministre chargé de l'économie sur avis du Conseil national de l'information statistique réuni en Comité du contentieux des enquêtes statistiques obligatoires dans les conditions fixées par le décret prévu au II de l'article 1er bis de la loi du 7 juin 1951.

Les réponses à ce questionnaire sont protégées par le secret statistique et destinées au Service des données et études statistiques (SDES) du Ministère de la transition écologique et de la cohésion des territoires. Ces réponses seront conservées pendant 3 ans à compter de la fin de la collecte pour les besoins de l'enquête. Elles seront archivées au-delà de cette durée. À tout moment, leur usage et leur accès seront strictement contrôlés et limités à l'élaboration de statistiques ou à des travaux de recherche scientifique ou historique.

Le règlement général 2016/679 du 27 avril 2016 sur la protection des données (RGPD) ainsi que la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée, relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'appliquent à la présente enquête. Pour les données à caractère personnel, un droit d'accès, de rectification, d'effacement ou de limitation de traitement peut être exercé pendant la période de conservation des données d'identification. Ces droits peuvent être exercés auprès du **Service des données et études statistiques (SDES)** du Ministère de la transition écologique et de la cohésion des territoires - CGDD/SDES - Tour Séquoia - 92055 La Défense CEDEX. Pour toute question relative au traitement de vos données, vous pouvez contacter le délégué à la protection des données à l'adresse [dpd.daj.sg@developpement-durable.gouv.fr](mailto:dpd.daj.sg@developpement-durable.gouv.fr). Vous pouvez si vous l'estimez nécessaire adresser une réclamation à la Cnil.

[ecologie.gouv.fr](http://ecologie.gouv.fr)

Tour Séquoia  
92005 La Défense cedex - Tél. : 33(0)1 40 81 21 22

2 / 2

## Annexe II : lettre de rappel



**MINISTÈRE  
DE LA TRANSITION  
ÉCOLOGIQUE  
ET DE LA COHÉSION  
DES TERRITOIRES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Commissariat général au  
développement durable**

La Défense, le jj/mm/aaaa

*Service des données et études statistiques  
Sous-direction des statistiques des transports*

**RAPPEL**

**Nos réf. :** CGDD/SDES/SDST/BSRVL/numéro\_lettreappelTRM

**Équipe en charge de l'enquête**

[trm@developpement-durable.gouv.fr](mailto:trm@developpement-durable.gouv.fr)

Tél. : 01 40 81 17 10

**Objet : ENQUÊTE PERMANENTE SUR L'UTILISATION DES VÉHICULES ROUTIERS DE MARCHANDISES (TRM)**

Visa n°

Service enquêteur : Bureau des statistiques de la route, des véhicules et de la logistique, Service des données et études statistiques.

QUESTIONNAIRE : N°

n° SIREN :

Période :

n° d'immatriculation :

Envoi de la lettre initiale : (date d'envoi ACORT1)

Madame la Directrice, Monsieur le Directeur,

Sauf erreur de ma part, mes services n'ont pas encore reçu votre réponse à l'enquête permanente sur l'utilisation des véhicules routiers de marchandises (TRM). Si, toutefois, vous venez de procéder à cette transmission, je vous prie de ne pas tenir compte de ce rappel.

Dans le cas contraire, je regrette qu'il ne vous ait pas été possible de respecter les délais prévus. Aussi, je vous prie de bien vouloir répondre à cette enquête dans un délai de **huit jours** à compter de la réception de la présente lettre, en vous connectant sur le site sécurisé :

<https://trm.statistiques.developpement-durable.gouv.fr>

Cette adresse est à inscrire dans la barre de navigation de votre navigateur. Vous aurez besoin du numéro de questionnaire et de l'immatriculation figurant dans le cadre ci-dessus.

En cas d'impossibilité matérielle de répondre sur ce site sécurisé, un questionnaire papier peut vous être adressé sur demande par messagerie ou par téléphone : les coordonnées figurent dans l'en-tête de cette lettre. L'équipe en charge de l'enquête se tient à votre disposition, si nécessaire, pour répondre à vos questions.

L'objectif de cette enquête est de connaître le volume d'activité du transport routier de marchandises des véhicules immatriculés en France et de comparer la France aux autres pays européens dans lesquels une enquête analogue a lieu parallèlement.

[ecologie.gouv.fr](http://ecologie.gouv.fr)

Tour Séquoia  
92005 La Défense cedex – Tél. : 33(0)1 40 81 21 22

1 / 2



Je vous rappelle que **cette enquête est reconnue d'intérêt général et de qualité statistique** et qu'elle est **inscrite au programme des enquêtes à caractère obligatoire** pour les entreprises, établi par le Conseil national de l'information statistique (Cnis). Conformément à la loi n° 51-711 du 7 juin 1951 modifiée, les données recueillies sont couvertes par le secret statistique et ne sauraient en aucun cas être utilisées à des fins de contrôle fiscal ou de répression économique.

Des renseignements relatifs à l'enquête sont disponibles sur le site Internet <https://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/enquete-sur-l'utilisation-des-vehicules-de-transport-routier-de-marchandises-trm>

Les résultats de cette enquête seront également disponibles sur ce site à l'adresse suivante : <https://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/transport-routier-de-marchandises>

Afin de permettre la prise en compte de la diversité des caractéristiques des entreprises et assurer ainsi la qualité statistique des résultats, il est très important que vous répondiez à cette enquête.

En vous remerciant par avance de votre collaboration, je vous prie de bien vouloir agréer, Madame la Directrice, Monsieur le Directeur, l'assurance de ma considération distinguée.

Le sous-directeur des statistiques des transports

Laurent LEQUIEN

Vu l'avis favorable du Conseil national de l'information statistique, cette enquête est reconnue d'intérêt général et de qualité statistique, en application de la loi n° 51-711 du 7 juin 1951 sur l'obligation, la coordination et le secret en matière de statistiques. Elle a obtenu le visa n° **xxxxx** du Ministre chargé de l'Économie et des Finances, valable pour l'année **xxxx**.

Cette enquête est **obligatoire**. En cas de défaut de réponse après mise en demeure dans le délai imparti ou de réponse sciemment inexacte, les personnes physiques ou morales peuvent être l'objet d'une amende administrative prononcée par le ministre chargé de l'économie sur avis du Conseil national de l'information statistique réuni en Comité du contentieux des enquêtes statistiques obligatoires dans les conditions fixées par le décret prévu au II de l'article 1er bis de la loi du 7 juin 1951.

Les réponses à ce questionnaire sont protégées par le secret statistique et destinées au Service des données et études statistiques (SDES) du Ministère de la transition écologique et de la cohésion des territoires. Ces réponses seront conservées pendant 3 ans à compter de la fin de la collecte pour les besoins de l'enquête. Elles seront archivées au-delà de cette durée. À tout moment, leur usage et leur accès seront strictement contrôlés et limités à l'élaboration de statistiques ou à des travaux de recherche scientifique ou historique.

Le règlement général 2016/679 du 27 avril 2016 sur la protection des données (RGPD) ainsi que la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée, relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'appliquent à la présente enquête. Pour les données à caractère personnel, un droit d'accès, de rectification, d'effacement ou de limitation de traitement peut être exercé pendant la période de conservation des données d'identification. Ces droits peuvent être exercés auprès du **Service des données et études statistiques (SDES)** du Ministère de la transition écologique et de la cohésion des territoires - CGDD/SDES - Tour Séquoia - 92055 La Défense CEDEX. Pour toute question relative au traitement de vos données, vous pouvez contacter le délégué à la protection des données à l'adresse [dpd.daj.sg@developpement-durable.gouv.fr](mailto:dpd.daj.sg@developpement-durable.gouv.fr). Vous pouvez si vous l'estimez nécessaire adresser une réclamation à la Cnil.





**MINISTÈRE  
DE LA TRANSITION  
ÉCOLOGIQUE  
ET DE LA COHÉSION  
DES TERRITOIRES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Commissariat général au  
développement durable**

La Défense, le jj/mm/aaaa

*Service des données et études statistiques  
Sous-direction des statistiques des transports*

**MISE EN DEMEURE**

Nos réf. : CGDD/SDS/SDST/BSRVL/numéro\_lettre\_MED\_TRM

Équipe en charge de l'enquête

[trm@developpement-durable.gouv.fr](mailto:trm@developpement-durable.gouv.fr)

Tél. : 01 40 81 17 10

**Objet : ENQUÊTE PERMANENTE SUR L'UTILISATION DES VÉHICULES ROUTIERS DE MARCHANDISES (TRM)**

Visa n°

Service enquêteur : Bureau des statistiques de la route, des véhicules et de la logistique, Service des données et études statistiques.

QUESTIONNAIRE : N°

n° SIREN :

Période :

n° d'immatriculation :

Envoi de la lettre initiale : (date d'envoi ACORT1)

Premier rappel : (date d'envoi ACORT2)

Madame la Directrice, Monsieur le Directeur,

Malgré ma relance en date du (date d'envoi ACORT2), à ma connaissance, votre réponse à l'enquête permanente sur l'utilisation des véhicules routiers de marchandises (TRM) n'est pas encore parvenue à mes services. Au cas où ce courrier se serait croisé avec votre réponse, je vous prie, bien entendu, de ne pas en tenir compte.

Dans le cas contraire, les dispositions légales<sup>1</sup> m'amènent à vous mettre en demeure d'adresser votre réponse à mes services dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la présente lettre, ou de me faire connaître par écrit les motifs de cette absence de réponse.

En cas de défaut de réponse dans le délai imparti, la procédure contentieuse prévue par la loi vous serait appliquée et je serais dans l'obligation d'établir un constat de non-réponse à votre rencontre puis de soumettre votre dossier au Comité du contentieux des enquêtes statistiques obligatoires du Conseil national de l'information statistique (Cnis), chargé de donner un avis sur les infractions à la loi de 1951 sur l'obligation en matière de statistique.

Aussi, je vous invite à répondre à cette enquête au plus tôt en vous connectant sur le site sécurisé : <https://trm.statistiques.developpement-durable.gouv.fr>

Cette adresse est à inscrire dans la barre de navigation de votre navigateur. Vous aurez besoin du numéro de questionnaire et de l'immatriculation indiqués dans le cadre ci-dessus.

<sup>1</sup> Loi n° 51-711 du 7 juin 1951 modifiée. Décret n° 2009-318 du 20 mars 2009.

En cas d'impossibilité matérielle de répondre sur ce site sécurisé, un questionnaire papier peut vous être adressé sur demande par messagerie ou par téléphone : les coordonnées figurent dans l'en-tête de ce courrier. L'équipe en charge de l'enquête se tient à votre disposition pour tout renseignement complémentaire sur ce courrier ou la procédure en cours.

Des renseignements relatifs à l'enquête sont disponibles sur le site Internet <https://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/enquete-sur-lutilisation-des-vehicules-de-transport-routier-de-marchandises-trm>

Les résultats de cette enquête seront également disponibles sur ce site à l'adresse suivante : <https://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/transport-routier-de-marchandises>

Afin de permettre la prise en compte de la diversité des caractéristiques des entreprises et assurer ainsi la qualité statistique des résultats, il est très important que vous répondiez à cette enquête.

En vous remerciant par avance de votre collaboration, je vous prie de bien vouloir agréer, Madame la Directrice, Monsieur le Directeur, l'assurance de ma considération distinguée.

Le sous-directeur des statistiques des transports

Laurent LEQUIEN

Vu l'avis favorable du Conseil national de l'information statistique, cette enquête est reconnue d'intérêt général et de qualité statistique, en application de la loi n° 51-711 du 7 juin 1951 sur l'obligation, la coordination et le secret en matière de statistiques. Elle a obtenu le visa n° xxxxxx du Ministre chargé de l'Économie et des Finances, valable pour l'année xxxx.

Cette enquête est obligatoire. En cas de défaut de réponse après mise en demeure dans le délai imparti ou de réponse sciemment inexacte, les personnes physiques ou morales peuvent être l'objet d'une amende administrative prononcée par le ministre chargé de l'économie sur avis du Conseil national de l'information statistique réuni en Comité du contentieux des enquêtes statistiques obligatoires dans les conditions fixées par le décret prévu au II de l'article 1er bis de la loi du 7 juin 1951.

Les réponses à ce questionnaire sont protégées par le secret statistique et destinées au Service des données et études statistiques (SDES) du Ministère de la transition écologique et de la cohésion des territoires. Ces réponses seront conservées pendant 3 ans à compter de la fin de la collecte pour les besoins de l'enquête. Elles seront archivées au-delà de cette durée. À tout moment, leur usage et leur accès seront strictement contrôlés et limités à l'élaboration de statistiques ou à des travaux de recherche scientifique ou historique.

Le règlement général 2016/679 du 27 avril 2016 sur la protection des données (RGPD) ainsi que la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée, relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'appliquent à la présente enquête. Pour les données à caractère personnel, un droit d'accès, de rectification, d'effacement ou de limitation de traitement peut être exercé pendant la période de conservation des données d'identification. Ces droits peuvent être exercés auprès du Service des données et études statistiques (SDES) du Ministère de la transition écologique et de la cohésion des territoires - CGDD/SDES - Tour Séquoia - 92055 La Défense CEDEX. Pour toute question relative au traitement de vos données, vous pouvez contacter le délégué à la protection des données à l'adresse [dpd.daj.sg@developpement-durable.gouv.fr](mailto:dpd.daj.sg@developpement-durable.gouv.fr). Vous pouvez si vous l'estimez nécessaire adresser une réclamation à la Cnil.

## Annexe IV : questionnaire

Pour répondre en ligne : <https://trm.statistiques.developpement-durable.gouv.fr>



Ministère  
de la Transition Écologique  
et de la Cohésion  
des Territoires  
Commissariat général  
au développement durable  
Service des données  
et études statistiques

ENQUÊTE PERMANENTE SUR L'UTILISATION DES  
VÉHICULES ROUTIERS DE MARCHANDISES (TRM)  
Vo l'avis favorable du Conseil National de l'Information Statistique, cette enquête, reconnue  
d'intérêt général et de qualité statistique, est obligatoire. Visa n° 2023-1040 TR  
du Ministère de l'Économie et des Finances, valable pour l'année 2023.

Questionnaire n° : \_\_\_\_\_

Véhicule soumis à l'enquête

Immatriculation : \_\_\_\_\_

Marque : \_\_\_\_\_

Carrosserie : \_\_\_\_\_

CU : \_\_\_\_\_

Type : \_\_\_\_\_

N° série : \_\_\_\_\_

Enquête portant sur la semaine du \_\_\_\_\_

Pour accéder aux résultats de l'enquête : <https://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/transport-routier-de-marchandises>



Cachet de l'entreprise

Ce questionnaire confidentiel doit être renvoyé, correctement rempli,  
dans les 8 jours suivant la fin de la semaine d'enquête.

MINISTÈRE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET DE LA COHÉSION DES TERRITOIRES,  
COMMISSARIAT GÉNÉRAL AU DÉVELOPPEMENT DURABLE  
SDS/SDST Bureau des statistiques de la route et des véhicules  
TOUR SEQUOIA, 92055 La Défense Cedex

Personne à contacter pour précisions éventuelles

M. : \_\_\_\_\_ A : \_\_\_\_\_

Fonction : \_\_\_\_\_ Le : \_\_\_\_\_

Tél : \_\_\_\_\_ e : \_\_\_\_\_

Signature : \_\_\_\_\_

Plus rapide et plus écologique la réponse par Internet à l'adresse <https://trm.statistiques.developpement-durable.gouv.fr>

**A - SI VOUS DÉTENEZ CE VÉHICULE, OU SI VOUS EN ÊTES LE LOCATAIRE, veuillez compléter les cadres ci-dessous :**

ENTREPRISE

VÉHICULE

Indiquer le nombre d'essieux : \_\_\_\_\_

Ce véhicule est-il ? (cochez la case qui convient)

☐ la propriété de votre entreprise (y compris crédit-bail et location financière)

☐ pris en location (non compris crédit-bail et location financière)

Consommation moyenne aux 100 km : \_\_\_\_\_

et renseigner les pages suivantes pour la semaine indiquée ci-dessus

**B - SI VOUS NE DÉTENEZ PAS CE VÉHICULE, et si vous ne pouvez pas renseigner les pages suivantes, veuillez compléter les cadres ci-dessous :**

VÉHICULE MIS À LA CASSE ☐ VÉHICULE VENDU EN ETAT DE MARCHÉ ☐ VÉHICULE RENDU ☐ VÉHICULE DONNÉ EN LOCATION ☐ sans conducteur ☐ avec conducteur ☐

le \_\_\_\_\_

Nom et adresse de l'acheteur ou du locataire : \_\_\_\_\_

Rue : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_ Commune : \_\_\_\_\_

et renvoyer le questionnaire

Après l'envoi de l'avis de la loi n° 12-11 du 7 juin 2012 relative aux libertés d'accès aux données publiques, la contribution et le secret en matière de statistiques, les renseignements fournis en réponse au présent questionnaire ne peuvent en aucun cas être  
utilisés à d'autres fins que celles pour lesquelles ils ont été collectés.

L'article 7 de la loi relative à l'accès aux données publiques permet de demander l'annulation d'une donnée administrative.

La loi n° 12-11 du 7 juin 2012 relative aux libertés d'accès aux données publiques, n'empêche pas l'usage des données recueillies par les entreprises individuelles. Ces données peuvent être divulguées et être utilisées  
pour les données les concernant. Ce droit peut être exercé auprès du Service des données et études statistiques (SDS/SDST) Tour Sequoia, 92055 La Défense Cedex.

Merci pour votre réponse à ce questionnaire.

**10 - SI LE VÉHICULE N'A PAS ROLÉ PENDANT LA SEMAINE D'ENQUÊTE**

Veuillez indiquer le motif de non-utilisation

\_\_\_\_\_

et renvoyer le questionnaire sans remplir les cadres suivants

EN DEHORS DU TYPE DE PARCOURS PRÉCISÉ CI-DESSOUS, LES CODES À UTILISER FIGURENT AU DOS DE LA LETTRE D'ENVOI.

Si les parcours effectués sont des circuits de ramassage ou de distribution, avec des nombreux points de chargement ou de déchargement, ou des itinéraires répétitifs à l'identique, indiquer dans les colonnes ci-dessous :

Circuits de ramassage

Colonne 2 et 3 : Uniquement le premier lieu de chargement

Colonne 11 : Le poids brut total des marchandises ramassées

Circuits de distribution

Colonne 4 et 5 : Uniquement le dernier lieu de déchargement

Colonne 11 : Le poids brut total des marchandises distribuées

Navette

Colonne 11 : Le poids brut transporté au cours du trajet de base (sans ou avec un chargement)

Colonne 13 : La longueur d'itinéraire (base (sans ou avec))

Code PARCOURS

DÉFINITION DU TYPE DE PARCOURS ET COORDINATION

1 - Circuit : plusieurs ramassages ou distributions pour un même trajet

2 - Navette : transports répétés et identiques au cours d'un trajet de chargement et de livraison

3 - Autre : parcours en charge ou transport national ou international

**11 - Kilométrage relevé lors du dernier plein effectué avant le 1<sup>er</sup> trajet décrit : \_\_\_\_\_ km** **La kilométrie relevé lors du premier plein effectué après le dernier trajet décrit : \_\_\_\_\_ km** **La quantité de carburant ajoutée (y compris remplissages intermédiaires) : \_\_\_\_\_ litres**

**12 - TRANSPORTS EFFECTUÉS PAR CE VÉHICULE : CAMION (AVEC ÉVENTUELLEMENT REMORQUE) ; TRACTEUR ROUTIER ET SEMI-REMORQUE, ÉVENTUELLEMENT SOULS**

Indiquer dans la ligne de code, destinée pour chaque des marchandises transportées, y compris les emballages vides, l'activité indiquée ci-dessous à l'adresse : <https://trm.statistiques.developpement-durable.gouv.fr>

SEMI-REMORQUE (OU REMORQUE)	LIENS DE CHARGEMENT OU DÉCHARGEMENT	LIENS DE DÉCHARGEMENT	DANS LE CAS DE TRAFIC INTERNATIONAL	NATURE DE LA MARCHANDISE	CONDITION	CLASSE DE MARCHANDISES	Poids brut de la marchandise	Taux de remplissage	DISTANCE PARCOURS	TRANSPORT POUR COMPTES PROPRES	TYPE DE PARCOURS	DISTANCE PARCOURS PAR JOUR	TRANSPORT INTERNATIONAL
N° d'immatriculation (transporteur) ou d'entreprise nationale	Département ou pays étranger	Ville, commune, quartier (P) et dans le port maritime	Département ou pays étranger	Ville, commune, quartier (P) et dans le port maritime	Département de passage à l'étranger	Pays étranger	Poids brut (kg)	1 - Plus petit 2 - Plus grand	(en km)	Code	Code	(en km)	Code
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)
1													
2													
3													
4													
5													
6													
7													
8													
9													
10													
11													
12													
13													
14													
15													
16													
17													
18													
19													
20													
21													

**SI LE PARCOURS DÉBORDE :**

Si un transport commencé dans la semaine de référence de l'enquête n'est pas terminé dans la même semaine, indiquez dans les trois cases blanches ci-dessus le lieu de déchargement ainsi que la distance d'acheminement qui reste à parcourir la semaine suivante jusqu'au lieu de déchargement.

Le questionnaire est maintenant terminé. Merci de nous indiquer le temps de réponse total à cette enquête (recherche des données + remplissage du questionnaire) : \_\_\_\_\_ h \_\_\_\_\_ mn.

## Annexe V : fichier envoyé par l'Administration pour l'impression des lettres

### Exemple d'informations contenues dans un fichier hebdomadaire pour l'envoi des lettres avis, rappel ou mise en demeure

*Les informations ont été transposées en colonne*

NOMFICH	QUEM25
NUMQUEST	5080470
CLE	A
IMMAT	GB079CW
GENRE	TRACTEUR ROUTIER
MARQUE	DAF
CARRO	CIT GAZ
CU	7.3 T
ASSIS	
SEMENQ	08
SEMCLAIR	17 fevrier 25 au 23 fevrier 25
LIB	Ce vehicule vous a ete loue sans conducteur par FINOPTRANS
NOM	NOM FICTIF
ADR1	
ADR2	450 RUE DU CHAMP MOYEN
ADR3	54710 FLEVILLE-DEVANT-NANCY
SIREN	123 456 789
APE	4941A
TYPE	N30DFATR
NOSERIE	0G360100